

LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :

Rue de Rivoli, 16.

Un an. 6 mois. 3 mois.
Paris. 24 12 7
Départements. . 36 18 10
Étranger. . . . 48 24 13

Les abonnements datent des 1^{er} et 16
de chaque mois.

JOURNAL RÉVOLUTIONNAIRE

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'Administration, rue de Rivoli, 16.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : SOBRIER.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET
DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant!

DROIT AU TRAVAIL.
DROIT AU BIEN-ÊTRE.

« De tous les tyrans, la pire espèce est celle qui se fait un marchepied de la démocratie. En général, ce sont des hommes flétris qui veulent faire prévaloir leurs individualités grossières sur les droits les plus sacrés. » S.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, 25 février 1848.

« Le gouvernement de la République française s'engage à garantir l'existence à l'ouvrier par le travail. »

« Il s'engage à garantir du travail à tous les citoyens. »

« Il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice légitime de leur travail. »

« Le Gouvernement provisoire rend aux ouvriers auxquels il appartient le million qui va échoir de la liste civile. »

« Garnier-Pagès, maire de Paris; Louis Blanc, l'un des secrétaires du Gouvernement provisoire. »

Les promesses faites sur les barricades n'étant pas accomplies et l'ASSEMBLÉE NATIONALE ayant refusé, dans sa séance du 10 mai, de constituer un MINISTÈRE DU TRAVAIL, les DÉLÉGUÉS AU LUXEMBOURG se refusent à assister à la fête dite de la Concorde.

Lagarde, président; Besnard, Godin, Lavoye, vice-présidents; Leflaure, Delit, Petit, secrétaires.

Paris, 11 mai 1848.

Aux démocrates.

Le Comité centralisateur fait savoir à tous les démocrates que la manifestation en faveur de la Pologne n'aura lieu que le lundi 15 du courant, à 10 heures du matin.

Les citoyens se réuniront place de la Bastille. Toute convocation autre que la présente doit être considérée comme non avenue.

Le Comité centralisateur.

HUBER, président; DANDURAU, DEBRAY, vice-présidents; LYON REMAT, E. LAMBERT, GUYON, secrétaires.

Paris, 13 mai.

AU PEUPLE.

L'avant-garde de la démocratie a apporté aujourd'hui aux commis du peuple une adresse en faveur de la Pologne. Les citoyens Vavin et Ledru-Rollin, délégués pour la recevoir, ont annoncé ce qu'on savait déjà, que cette question était à l'ordre du jour pour lundi. Puissent-ils nous héroïques frères du Nord, ce peuple Belsaïre qui depuis si longtemps nous redemande sa nationalité, soutenir le choc des bandits couronnés et de leurs sauvages satellites! Puis-ent les compagnons de Mierolawski renouveler encore les prodiges de Miloslaw! Nous arriverons à temps pour trouver debout quelques hommes de cette milice sacrée; nous rencontrerons autre chose qu'un champ de sépultures et de dévastation. Deux jours encore, et la France, reprenant enfin une attitude qu'elle ne peut abandonner sans se plonger dans la honte, aura justifié les paroles de Frédéric: « Si j'étais roi de France, il ne se tirerait pas un coup de canon en Europe sans ma permission. »

L'Assemblée des commis du peuple a repris ensuite la discussion sur la commission d'enquête relative aux travailleurs. Comme elle est pleine de bonnes intentions, cette brave Assemblée, elle a trouvé que le génie de Wolowski, aidé de l'ouvrier Peupin, ne suffirait pas à élucider cette difficile question. Elle leur a adjoint soixante membres. Nul doute qu'il ne se trouve parmi eux un Alexandre capable de trancher le nœud gordien.

La plupart des commis du peuple sont comme le dindon de la fable à qui le singe avait mis une lanterne sous les yeux.

Ils disent comme lui :

Je vois bien quelque chose;
Mais je ne sais pour quelle cause
Je ne distingue pas très-bien.

La lanterne du singe n'était pas éclairée. Aujourd'hui il n'y a que trop de lumière, et voilà le mal. Ces paupières, habituées au demi-jour de la province, heureuses de flotter dans la pénombre

des maisons gothiques, sont mal propres à percevoir les torrents de lumière qui inondent l'espace. Éblouies, elles se ferment et se détournent. Il n'y a que l'aigle qui puisse regarder le soleil en face, et encore!

Que les âmes charitables aillent donc à leur aide. Mettons-leur les matériaux sous les pieds, à ces commis. Ils les verront, peut-être.

La France veut l'organisation de la démocratie, la République pure, et non je ne sais quel replâtrage girondin ou américain. La constitution matrice de la société future sera donc faite au point de vue des pauvres, des indigents et des travailleurs, et non à l'avantage de quelques milliers de privilégiés. Le dégrèvement des petits propriétaires et des ouvriers est une conséquence immédiate du 24 février. Il ne faut plus que l'homme soit ravalé au-dessous de la brute, au rang de la machine, assimilé à un jouet qu'on peut briser dans un moment de caprice ou d'emportement. Pour traverser sans encombre la crise où nous sommes, aidez-vous des privilégiés; demandez-leur des sacrifices auxquels ils ne peuvent se soustraire. S'ils le veulent, la démocratie va s'asseoir sans commotions, sans ébranlements. Ceux qui n'ont pas d'argent apporteront à la patrie des contributions en nature. Moins de luxe et un travail fructueux; la production et non une vaine transformation. Comme mesure de nécessité immédiate l'impôt sur la rente; voilà ce que les travailleurs attendent. Ce n'est là que le prélude des plus grandes améliorations destinées à amener la réhabilitation de tous les citoyens qui gémissent encore sous le despotisme des mauvais principes.

La question des cultes a amené à la tribune le commis Lacordaire. En vérité, nous considérons comme un grand malheur pour l'excentrique moine blanc qu'il ait été envoyé à l'Assemblée nationale. Les dévots lui ont rendu là un très-mauvais service: ce n'était pas la peine d'offrir 5 fr. au premier venu, le soir, au coin des rues qui mènent à Saint-Sulpice. La réputation de Lacordaire avait déjà subi un échec il y a trois jours. Aujourd'hui, nouvel échec. Nous n'en parlerons plus. Quand le malencontreux orateur est descendu des rostraux nationaux, il nous a semblé voir l'ombre indignée de Saint-Dominique frissonner à la volte et s'enfuir désespérée.

Le commis Lacordaire, parlant des costumes, a soutenu la thèse qu'ils devaient être laissés au choix de chacun. Vous êtes orfèvre, M. Josse. Vous tenez à renouveler chaque jour votre capucine; vous tenez à vous présenter la tête rasée et encadrée comme une sainte Vierge dans vos blanches draperies. Nous ne sommes pas de cet avis. Tout commis du peuple doit être sous la surveillance de son maître à toute heure et partout. Il ne faut pas qu'il puisse prostituer le caractère dont il est revêtu. Qu'il porte donc un costume spécial. C'est une mesure de moralité républicaine, sinon dominicaine. On ne verra plus les commis du peuple se livrer aux occupations frivoles qui absorbaient l'existence des députés de l'ancien régime. A la rigueur, ils devraient habiter une maison de verre.

S.

« Le peuple est le souverain: le gouvernement est son ouvrage et sa propriété; les fonctionnaires publics sont ses commis. »

« Le peuple peut, quand il lui plaît, changer son gouvernement et révoquer ses mandataires. » (Art. 14, Déclaration des Droits de l'homme.)

Et alors le jugement du peuple sera le jugement de Dieu.

Droit d'élection, droit de révocation: l'un est le principe, l'autre la conséquence.

PLUS DE PROSCRIPTIONS!

Plus de proscriptions! La Révolution de février doit avoir inauguré le règne de l'unité. Nous acceptons les dévouements, toutes les expiations sincères, tous les repentirs. La démocratie ouvre son sein à tous ceux qui veulent le bonheur de leurs frères, à tous ceux qui souffrent du mal social, à tous ceux qui veulent que l'initié abdique. Procéder par voie d'exclusion quand ce n'est pas nécessaire, c'est produire des œuvres incomplètes. La haine fut toujours impuissante à créer le bien. Citoyens, unissons-nous! L'unité seule peut trancher le nœud de

toutes les graves questions qui nous préoccupent; l'unité seule nous sauvera.

LA RÉVOLUTION SOCIALE EST MURE; ELLE S'ACCOMPLIRA.

Nous le répétons, le Gouvernement provisoire avait sa raison d'être. Qu'il eût pu être meilleur, nul n'a le droit de le contester; l'homogénéité lui a surtout manqué et par suite l'initiative. Il y avait là des hommes de cœur et de patriotisme. Une excitation eût suffi pour développer en bien leur énergie. Que le peuple leur fasse donc appel, ils y répondront. Imbus de son esprit, on les verra à l'avant-garde, tenant le drapeau de la Révolution et du socialisme, et marchant d'un pas résolu à toutes les conquêtes de l'avenir. La vieille société s'écroule. Qui est-ce qui voudrait s'ensevelir sous ses décombres?

AUX RÉPUBLICAINS.

Nous l'avons déjà dit: la Commune de Paris n'est la propriété de personne; c'est la propriété de tous. Œuvre collective de dévouement, elle s'est vouée à la défense des intérêts de tous, surtout du pauvre et de l'opprimé. Aussi acceptait-elle tous les dévouements sans regarder d'où ils viennent; elle les récompense en leur disant qu'ils méritent bien de la patrie et de l'humanité. Unis de cœur, de sentiments, de convictions, tous les rédacteurs acceptent la responsabilité de tous nos actes. Le mot *solidarité*, que nous avons inscrit sur notre bannière, n'est pas une vaine parole. Pour nous, de la théorie à la pratique il n'y a qu'un pas, et nos actes sont toujours d'accord avec nos discours.

Là, et là seulement, est le bonheur. Nous appelons tous nos frères à le partager. Nous n'excluons personne. Que les hommes dévoués à la patrie, à la cause démocratique, viennent donc à nous. Notre œuvre est la leur, et la même récompense nous sera donnée à tous.

SOBRIER.

Vers les deux heures après midi, le rappel a été battu dans plusieurs quartiers. Pourquoi? Tout était tranquille dans la ville, et le tambour seul y jetait l'alarme. La perturbation aurait bientôt suivi si de braves ouvriers, arrêtant les tambours, ne leur eussent demandé pourquoi la garde nationale était ainsi appelée aux armes. Encore une fois l'on a joué avec la tranquillité publique; encore une fois c'est le peuple, le vrai peuple des travailleurs qui, par son attitude calme, énergique et sensée, fait raison de ces alertes pusillanimes.

COMITÉ D'AGRICULTURE

ET DE COLONISATION.

La Révolution de février a déplacé l'activité sociale. Dégoûtés des spéculations aléatoires de l'industrie, les esprits et les forces se tournent à cette heure vers l'agriculture.

Le grand problème qui sollicite aujourd'hui les intelligences est l'amélioration du sort des travailleurs; cette augmentation de bien-être pour les classes laborieuses et souffrantes se traduit en économie politique par cette formule vulgaire: la vie à bon marché.

Nous n'abaisserons le prix des denrées qu'en augmentant sur une vaste échelle la production. Il faut donc appuyer vers l'agriculture si nous voulons satisfaire aux besoins d'une consommation croissante.

L'agriculture nous offre un champ favorable pour appliquer nos théories économiques. Nous ne faisons point la guerre à la propriété; nous venons au contraire lui apporter un concours puissant en éclairant la propriété inintelligente et improductive, qui, si l'on ose ainsi dire, ne se possède pas elle-même. Nous ne voulons pas qu'elle s'isole dans son infertilité; nous voulons au contraire qu'elle fructifie pour elle et pour les autres.

Ce que nous demandons, c'est la liberté dans l'association, c'est l'individualité dans l'organisation agricole.

La question du capital et du travail se résout pour nous dans une alliance. Le capital fournit la terre et les instruments de labour; le travail la féconde.

A chacun selon son travail; une caisse centrale vient au secours des malades et des invalides.

Nous ne croyons point aux fainéants: la paresse chez l'homme n'est que la conséquence de la mauvaise application des facultés de l'individu; nul être n'est incapable de travail, du moment qu'il est doué par la nature des forces de l'intelligence et des forces physiques.

Nous voulons réaliser l'association progressivement; c'est assez dire que nous nous servirons d'institutions intermédiaires, suivant les mœurs et le degré d'avancement des classes agricoles.

Au perfectionnement des industries rurales se lie la question de l'enseignement et de la diffusion des lumières. Les arts agricoles s'accroissent par le développement moral des classes fixées à la glèbe. Nous voulons l'enseignement libre et professionnel.

En ramenant l'homme vers la nature, nous croyons le ramener à ses droits et à ses devoirs. Dieu a mis le progrès dans le travail et la réforme des sociétés corrompues dans la culture des biens de la terre.

SOBRIER, président.

ESQUIROS, vice-président.

VICTOR CONSIDÉRANT, PEVRET, secrétaire.

LES COMMIS DU PEUPLE.

Depuis le 4 mai la chambre des représentants, des commis du peuple, a ouvert ses séances, et elle fonctionne à peu près comme sa devancière, la chambre du monopole, sous le règne glorieux de sa majesté Louis-Philippe. Un instant nous avons pensé que la Révolution de février donnerait à ces enfants bâtards de la République une impulsion généreuse et que convertis à la cause du peuple, ils comprendraient l'importance de leur mission. Nous nous étions trompés. L'espoir que nous avons eu fut une illusion, presque un crime. Les représentants du peuple continuent le triste spectacle des luttes d'intérêts et d'individualités.

Républicains, vous aviez pensé que le 24 février inaugurerait la mise en pratique des principes révolutionnaires, que le Gouvernement prendrait des mesures pour améliorer le sort des classes qui souffrent, que l'Assemblée nationale se préoccuperait surtout et immédiatement de cette question capitale; vous aviez pensé qu'un impôt sur le revenu et le droit au travail reconnu ouvriraient une large avenue au bien-être, que toutes les améliorations compatibles avec le maintien de la propriété seraient décrétées et qu'enfin la crise préparée par le système qui depuis dix-huit ans pesait sur la France et la menait à sa perte par un chemin de honte et de misère, que cette crise recevrait une solution prompte et pacifique. Il n'y a plus de doute à cet égard. Nous n'avons plus rien à espérer.

Les coteries et les ambitions, les privilèges de la fortune et du talent, se sont mis en travers de la Révolution et le bonheur du peuple; la question sociale est renvoyée aux futurs contingents. Chaque pas de l'Assemblée est un pas en arrière; elle ne fait pas une manifestation qui ne soit réactionnaire, et les *avocats* de la bourgeoisie, du haut de la tribune élevée par le peuple, ne craignent pas de flétrir les actes et les tendances légitimes de la Révolution, de lancer des paroles d'insulte et de menace contre le peuple qui l'a faite. Si nous relevons ces faits outrageants, ce défi de l'impuissance et de l'égoïsme, c'est pour signaler le sublime dédain avec lequel y répond Paris tout entier!

Allez donc, commis de l'aristocratie! Agitez-vous. Nous assistons à la dernière crise de votre agonie, et si vous faites encore des victimes dans ce débat suprême de la vie et de la mort, vous pouvez en triompher et chanter victoire. N'a-t-on pas, le lendemain du massacre, glorifié la Saint-Barthélemy! N'a-t-on pas sanctifié les bourreaux de cette sainte journée! Rappelez-vous aussi le jugement qu'en a porté l'histoire, et que cette flétrissure anticipée soit votre punition.

Pour être vrai, disons qu'à la chambre on ne sanctifie pas encore les héros de la milice bourgeoise, mais qu'on les absout. Le peuple tardera-t-il beaucoup à dire ce qu'il en pense. Il avait mis au service de la République trois mois de misère; il y a deux mois et demi que le sacrifice dure. Avis aux commis.

N....

INTRIGUES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES.

On donne comme certaine l'existence d'une agence occulte contre-révolutionnaire qui paraît chargée de distribuer l'or destiné à décourager les hommes faibles, à corrompre les consciences faciles. C'est cette agence occulte, dont il serait peut-être facile de connaître le quartier-général, qui dresse le programme quotidien des attaques à diriger contre les hommes qui ont proclamé la République démocratique ou qui l'ont soutenue jusqu'à ce jour. Ainsi c'est de cette agence que sont sorties toutes les calomnies répandues avec tant de profusion et de mauvaise foi.

Profitant habilement du coup de baguette du 16 avril, ces agents royaux, couverts du masque de la modération, ont exploité successivement et les *communismes*, sur les intentions pacifiques et les forces minimes desquels ils savaient mieux que personne à quoi s'en tenir, et les *clubistes*, qu'ils voulaient réduire au silence.

Avant échoué contre la puissance morale et matérielle des sociétés patriotiques, ils essaient maintenant à dépopulariser les meilleurs républicains en les attaquant isolément. Il y a quelques jours, la rage était soufflée contre le citoyen Sobrier; hier on le laissait de côté pour prendre corps à corps le colonel Barbès; aujourd'hui c'est le tour des hommes du Luxembourg; demain on en viendra aux journalistes républicains, puis aux représentants du peuple qui soutiennent encore les principes de la Révolution. Tout ce qu'il y a de plus estimable dans un État démocratique sera calomnié, sali par la bave impure de ces agents royaux, qui ne respectent que les mauvais citoyens et la liberté de la presse, dont ils font un si mauvais usage.

On assure encore que cette agence a pour principaux organes, directeurs de quartiers, la plupart des employés laissés dans les administrations. Ceux-ci reçoivent le mot d'ordre directement, le transmettent aussitôt aux marchands chez lesquels ils se fournissent, lesquels le répètent toute la journée aux nombreux acheteurs qui vont chez eux. Plusieurs ecclésiastiques font, à l'égard de cette agence infernale, les fonctions d'intermédiaires auprès des classes riches et surtout des femmes.

Par le moyen de cette organisation contre-révolutionnaire, la calomnie et les nouvelles qui peuvent nuire à la cause de la liberté se propagent avec la rapidité du télégraphe.

Nous invitons les bons citoyens à se tenir en garde contre tous ces gens payés pour empêcher la République de s'asseoir sans secousses. Qu'ils remontent toujours à la source de ces calomnies, de ces faux bruits, et ils en connaîtront bientôt la royale origine.

Au surplus, nous prédisons à ces infâmes agents que l'argent qu'ils répandent ne profitera guère à la cause qu'ils croient servir. Le peuple peut être un instant trompé; mais son bon sens fait bientôt justice de tout ce qui le choque.

TABLE RASE.

Nous ne cesserons de le dire tous les jours, la réaction renaît plus audacieuse que jamais contre notre jeune République, qui ne devrait trouver à chaque pas que des défenseurs généreux.

D'où vient que les emplois qui touchent le plus aux masses et aux intérêts du peuple ne sont pas épurés depuis longtemps?

Est-ce que sous le régime populaire, les mairies devraient être encore administrées par des *satisfaites* du 20 février? Il n'y a donc pas de républicains, pour que le peuple soit encore obligé de s'adresser, pour ses intérêts, à des hommes qui se sont toujours déclarés les champions de la tyrannie et les ennemis des réformes sociales et de la Révolution?

Comment! il y a encore en exercice des chefs qui, au mépris de toutes les règles d'avancement, ont obtenu leurs places des créatures de Charles X, qui ne se sont maintenus sous Louis-Philippe qu'à force de bassesses et d'intrigues, qui *aspèrent en des temps meilleurs*, et ce sont ces hommes que l'on charge des travaux concernant le bien-être politique et social du peuple dont ils ont toujours été les ennemis! Ce sont eux qui sont souvent chargés de l'interprétation et de l'exécution d'ordres très-importants transmis par le gouvernement républicain!

Les secrétaires, chefs de bureaux des mairies doivent et ne peuvent être que des républicains démocrates.

Oui, il faut faire table rase de tous ces intriguants, de ces *satisfaites*, qui ne se disent républicains que pour conserver leurs places et mieux nous trahir.

Peuple, tu as été trop généreux après ta victoire. Puisque tu as chassé les maîtres, que te coûtait-il de chasser les valets!

LES HOPITAUX.

Nous en avons parlé avant-hier, nous en parlons aujourd'hui; nous en parlerons souvent. Ici au moins nous sommes à notre aise, car nous sommes chez nous. Si les hôpitaux ne sont pas au peuple, qu'a-t-il donc à lui, honnêtes philanthropes du *National*? Vous savez mieux que personne les droits du peuple sur les hôpitaux, vous qui nous avez fait verser des larmes d'attendrissement sur les misères qu'il y endure, vous qui avez si exactement signalé tous les abus, démasqué tous les coupables, qui avez tant de fois fait regretter que vous ne fussiez pas à même de remédier à tant de maux. Aussi avec quelle foi les âmes charitables n'ont-elles pas lu le décret qui,

deux jours après la Révolution de février, vous mettait à la place de l'ancien conseil d'administration et vous constituait arbitre suprême du sort des pauvres!

Cependant, voilà deux mois et demi que les citoyens Thierry et Dumont se sont fait déléguer la souveraineté de cet intéressant royaume. Qu'y ont-ils fait? Ils ont demandé des avis, on leur en a donné. Ils ont eu bien soin d'avertir en les demandant qu'ils ne s'engageaient point à les suivre, et il faut dire qu'ils ont tenu parole. Mais, encore un coup, qu'ont-ils fait? qu'ont-ils proposé, eux qui ont excité une juste indignation contre tous les abus? Quels abus ont-ils réprimés? Ils vont s'asseoir tous les jours pendant deux heures en face des administrateurs dont ils demandaient à grands cris la révocation. Qu'attendent-ils pour faire ce qu'ils demandaient? Ah! démocrates de la veille, aristocrates du lendemain, la misère que vous voyez de si près tous les jours est-elle donc un spectacle si amusant pour vous que vous n'essayiez rien pour la diminuer? Si vous ne savez plus ce qu'il faut faire, nous vous le dirons.

Après l'exécution de Louis XVI, et lorsque la Convention nationale put enfin s'occuper de la constitution démocratique qu'elle était appelée à présenter au peuple français, on ne se borna pas à nommer une commission de constitution — ce qui aurait supposé que la Convention renfermait dans son sein tous les publicistes, tous les penseurs de la France, — mais encore on invita toutes les sociétés populaires, tous les citoyens à faire parvenir leurs vues à la commission.

Pourquoi, dans les circonstances où nous sommes, circonstances assez identiques à celles où se trouva la Convention nationale, craindrait-on de faire un appel à tous les citoyens qui se sont occupés des grandes questions politiques? Est-ce que la commission des *dix-huit* dédaignerait les lumières qui pourraient lui arriver du dehors?

Ce que cette commission ne fera probablement pas, la *Commune de Paris* regarde comme un devoir de le provoquer.

Elle met au concours le projet d'une constitution démocratique adaptée à la République française, et elle invite tous les clubs républicains, tous les bons citoyens à s'en occuper sérieusement. Tous les projets qui lui parviendront, toutes les vues utiles seront soumises à son comité de rédaction, qui fera ensuite parvenir à l'Assemblée nationale ce qui lui paraîtra digne d'être pris en considération.

L'agriculture seule peut sauver la France. Cette phrase se répète à tout instant. Tout le monde la prononce. Depuis trois mois le gouvernement de la République a-t-il fait quelque chose pour le développement de cette partie de la richesse nationale?

Non. Cependant il est temps qu'il prenne un parti. Avec quoi veut-il nourrir cette exubérance de population qui encombre les villes? cette population qui s'accroît tous les jours et qui montera dans vingt ans au chiffre de 30 millions d'hommes?

L'agriculture a réparé les pertes des deux invasions de 1814 et 1815. L'avez-vous oublié?

Citoyens du Gouvernement directoire, citoyens commis du peuple, nous vous adjurons de nous écouter. Si vous ne prenez immédiatement des mesures préservatrices, vous aurez commis un crime de lèse-humanité.

MISÈRE ET DÉVOUEMENT.

La classe ouvrière répond chaque jour par des œuvres aux misérables calomnies dont elle est l'objet. Le dévouement s'y pratique sous toutes les formes.

Oui, riches et puissants, malgré la misère dans laquelle vous les laissez, le désintéressement est encore la vertu du peuple. Nous savons de source certaine que plusieurs ouvriers ont refusé les emplois qui leur ont été offerts dans quelques administrations. Ils ont refusé parce qu'il n'y en a pas pour tous. Ils ne mangeront pas un pain meilleur que celui de leurs frères, et ils continueront à partager leurs souffrances.

Cette solidarité, dans le malheur, si généreusement pratiquée, sera-t-elle une leçon perdue pour les riches? Oui... car elle s'adresse au cœur.

LA RÉPUBLIQUE DOIT ÊTRE LA MÈRE DES ARTS ET DES LETTRES.

Parmi les plaies nombreuses du monde moral et physique, il en est une entre toutes qui pour être plus secrète n'en est pas moins saignante: c'est le sort tristement douloureux des littérateurs et des artistes sans fortune. La République doit une satisfaction à tous les intérêts dans la grande transformation du monde social; elle ne doit pas perdre de vue que les souffrances de l'homme de talent, pour être plus habilement voilées, n'en sont souvent que plus douloureuses. En venant d'une manière efficace à leur aide, en tendant une main amie et fraternelle à ces illustres nécessiteux, la République ne fera que solder la dette contractée par la France envers ces hommes de talent qui ont laborieusement travaillé à sa gloire; car une nation ne doit pas moins son illustration à la plume de ses écrivains de génie qu'à l'épée de ses généraux. Les arts et les lettres sont le soleil de la civilisation qui se lève pour éclairer et féconder l'intelligence des peuples, et ce sont les littérateurs et les artistes qui apprennent aux hommes à agir

et à parler en hommes civilisés. Nous désirons que la République se montre véritablement la mère des lettres et des arts, qu'elle arrose les germes du talent par des secours pécuniaires, afin que nous n'ayons plus sous les yeux l'affligeant spectacle de ces jeunes littérateurs d'intelligence et d'avenir qui sont forcés tous les jours par la faim d'aller demander un morceau de pain aux stériles travaux des ateliers nationaux du Champ-de-Mars. C'est parce que nous sommes attachés de cœur et d'âme à tous nos frères souffrants que nous élevons aujourd'hui notre voix en faveur de ces magnanimes déshérités qui s'efforcent de dissimuler la faim qui les torture et les nombreuses privations qu'ils endurent douloureusement. Gardons-nous donc de dépouriller la France de l'aurore qui rayonne autour d'une nation métropole des arts et des lettres. Aujourd'hui que l'odeur de la poudre est entièrement dissipée, que la fumée des canons s'est évanouie, il faut que le temple des arts et des lettres resplendisse d'un éclat nouveau, car la République française est destinée à tenir le flambeau lumineux qui doit éclairer le monde des intelligences.

LE MINISTÈRE DE LA MARINE.

La commission exécutive a confié le ministère de la marine et des colonies au vice-amiral Casy. Nous regrettons qu'elle n'ait pas compris la nécessité de choisir un ministre en dehors des cadres, et nous craignons, sans suspecter la capacité et les bonnes intentions du citoyen Casy, qu'en suivant les errements du passé, on ne perpétue le mauvais état de notre marine. La commission exécutive, sous le merveilleux prétexte de ne prendre les ministres que dans la chambre, a repoussé un des hommes qui pouvaient rendre le plus de services dans cette fonction difficile.

Le dévouement du citoyen Schœlcher à la cause démocratique, ses connaissances spéciales, ses travaux nombreux, dont on ne peut contester ni le mérite ni l'utilité, le recommandaient pourtant au choix de la commission. D'autres raisons plus sérieuses ont prévalu, et Schœlcher a été exclu du ministère. On prive ainsi le département de la marine d'un homme de cœur et de science.

POURQUOI NOUS SOMMES RÉVOLUTIONNAIRES.

Nous sommes *révolutionnaires*: nous l'avons proclamé le lendemain de la victoire du peuple, sur les barricades fumantes, et, nous l'avons avoué avec douleur, nous avons besoin de l'être encore longtemps. Tant que la République ne sera qu'un mot stérile, tant que le sang du peuple versé en février, au lieu de féconder le sol de la patrie, n'aura produit d'autre résultat que de faire germer toutes les semences impures de l'ambition et de la lâcheté, tant que les cadavres des martyrs n'auront servi qu'à faire la courte échelle aux intriguants et aux parasites, nous écrirons sur notre bannière: *Révolution! Révolution!*

Un jour ce cri cessera de retentir; un jour nous effacerons ce grand symbole de la douleur du livre de l'humanité. Quand l'organisme social, profondément et radicalement modifié, au lieu d'être en proie à toutes les luttes, à tous les tiraillements de notre état d'antagonisme actuel, sera régi par les lois harmonieuses de la *fraternité*; quand la famille humaine ne sera plus partagée en deux camps perpétuellement en guerre — ceux qui souffrent et ceux qui jouissent; quand tous ses membres, unis par la *solidarité*, auront le droit de travailler et de vivre; quand le titre sacré de *frère* ne sera plus entre les hommes un piège et un mensonge, nous ne serons plus révolutionnaires. Jusqu'à ce que ce jour éclaire le monde, nous poursuivrons notre tâche et nous crierons: *RÉVOLUTION!*

MAISON NATIONALE DE CHARENTON.

La Maison nationale de Charenton est toujours le théâtre des désordres les plus graves. Une des filles de service a été odieusement maltraitée ces jours-ci pour avoir déposé selon sa conscience dans l'enquête qu'on a fait semblant d'ouvrir contre le directeur de l'établissement et contre les sœurs. Ses bras portent encore des traces de violences et de meurtrissures. Voici une lettre adressée à un de nos rédacteurs, qui contient de nouvelles et tristes révélations.

« Saint-Maurice, près Paris, 7 mai 1848.

« Citoyen,

« Votre cœur vous a inspiré la mission de défendre la fille du peuple, et les circonstances ont voulu que vous ayez été témoin du martyre subi par une fille du peuple. Depuis le jour de votre départ, voici ce qui est arrivé. Si Louise Loquet a mis tant de résistance y refuser de rendre son passe-partout, c'est qu'elle savait qu'on voulait lui enlever la facilité d'échapper à toute tentative pour la faire rentrer de force dans l'hospice des Enfants-Trouvés. Suivant elle, on la placerait dans ce qu'elle appelle la correction, où le régime est très-rigoureux. On a voulu retirer à Louise ce passe-partout, et vous avez vu ce qui est arrivé et les infâmes violences dont s'est rendu coupable un des internes. Louise Loquet avait bien deviné les projets conçus contre elle. Dans cette même journée du 4 mai, la supérieure des Enfants-Trouvés s'est présentée à la Maison nationale, sa voiture suivie de quatre hommes armés de bâtons. Aussitôt que cette nouvelle a été connue, des âmes charitables ont essayé de faire échapper Louise de la maison, et on a réussi. La supérieure est repartie sans sa proie. Si je n'étais parti si tôt d'ici, je serais déjà allé vous

remercier de votre fraternelle intervention pour faire triompher dans ce grand établissement national la cause de la vérité, du droit, de l'ordre et de la justice. Des intrigues inqualifiables, pour lesquelles tous les moyens sont bons, maintiennent, malgré les plus énergiques réclamations, un état de choses si révoltant. La force armée est maintenant en permanence dans la Maison nationale pour conserver, au nom de la République, la tyrannie et l'anarchie. Depuis le 4 mai au soir, un poste de la troupe de ligne et de la garde nationale est installé dans l'établissement, tant on a peur de voir résister les sentiments honnêtes de la population du pays, des fonctionnaires, employés, gens de service. De plus, un commissaire extraordinaire a été installé à la tête de la maison, le 5 mai, toujours pour maintenir et le directeur et les sœurs. Ce commissaire se nomme le citoyen Watteville.

« Vous voyez, citoyen, que nous avons tous le plus pressant besoin du concours des hommes de cœur et d'énergie. Nous comptons sur le vôtre, et Dieu fera le reste.

« Salut fraternel. »

« P. S. — La maison est en déficit, et on lui impose, sans nécessité, une charge militaire qui coûte plus de 500 fr. par mois. »

Plusieurs journaux ont répété, d'après les *Débats*, que MM. Chateau-Renaud et Chilmann étaient commandants des gardiens de Paris, et que leurs bureaux étaient établis à l'hôtel de ville, dans l'ancienne salle du Trône. Comment aucun d'eux n'a-t-il pas remarqué que les gardiens de Paris se trouvant sous les ordres de la préfecture de police, les chefs qu'on veut bien leur prêter aujourd'hui ne peuvent avoir leurs bureaux à l'hôtel de ville?

Si notre mémoire est fidèle, nous avons remarqué il y a quelque temps déjà, et à propos même des gardiens de Paris, un avis inséré dans le *Moniteur universel* où l'autorité avait cru devoir rappeler les dispositions de l'art. 258 du Code pénal, qui punit le fait de s'être immiscé dans des fonctions civiles ou militaires, ou de s'être livré à des actes de ces fonctions, d'un emprisonnement de 2 à 5 ans.

Ces messieurs seraient-ils par hasard au-dessus des lois pénales?

On nous communique la note suivante:

« Depuis quinze jours, il arrive par le chemin de fer du Nord des pièces de canon.

« Ces pièces sont enlevées et transportées dans un lieu qui nous est inconnu.

« Le gouvernement donnera sans doute les éclaircissements que cette note rend indispensables. »

TOUJOURS DE NOUVEAUX ABUS.

Pourquoi les cabinets de lecture ont-ils le pouvoir d'interdire l'entrée de l'ex-Palais-Royal aux vendeurs de journaux?

Il est facile de reconnaître là un monopole, un privilège. Nous espérons que l'autorité verra comme nous l'illégalité de cette mesure et qu'elle s'empressera de donner des ordres en conséquence.

CENT FRANCS DE RÉCOMPENSE.

Deux braves ouvriers qui allaient traverser les Tuileries virent, placardée près de la grille, une affiche promettant cent francs de récompense à celui qui ramènerait à l'adresse indiquée un chien perdu.

— Tiens, dit l'un des deux ouvriers à son camarade, je connais le particulier qui réclame son chien. Il ne donnerait pas deux sous pour empêcher un malheureux de crever de faim, et il offre cent francs pour avoir son caniche.

— Que veux-tu, répondit l'autre avec bonhomie, nous sommes en temps de fraternité, et le particulier en question pratique la fraternité de race.

La fête nationale du 14 est encore une fois ajournée au 21 de ce mois.

Dans une lettre de M. de Fourcy père, qui nous a été communiquée, ce dernier dément, de la manière la plus formelle, le rôle qu'on lui prête à l'égard d'un de ses anciens élèves, pour lequel il n'a cessé d'avoir la plus vive et la plus parfaite estime.

(Voir notre numéro du 9 mai.)

LES CUNULS.

Le citoyen Cousin, ex-ministre de Louis-Philippe, émarge-t-il toujours les appointements de ses six places, et son amie madame Collet reçoit-elle toujours ses trois pensions de femme de lettres? Et pourtant une foule de citoyens aussi honorables meurent de faim.

Un tailleur de Paris, le citoyen Véronique, a expulsé ses employés français et républicains; mais il a pris un employé espagnol nouvellement débarqué. Cela s'appelle du patriotisme.

Le citoyen Gélot, tapissier, marchand de meubles, 16, rue Notre-Dame-des-Victoires, ne veut pas obéir au décret qui fixe à dix heures par jour le travail des ouvriers. Le citoyen Favre a protesté contre la diminution de journée qu'on voulait lui imposer et a réclamé son livret. Gélot

lot voulait qu'on ne travaillât qu'onze heures (dans cette partie, on travaillait onze heures, attendu qu'on n'y fait qu'un repas). Le citoyen Gélot déclara qu'il foule aux pieds les décrets, et qu'il veut être le maître dans ses ateliers.

Les 900 commis du peuple touchent 25 fr. par jour, soit 22,500 fr. Il faut compter à peu près autant pour ceux qui sont assez intelligents pour remplir deux et même trois emplois. Aussi, en portant à 50,000 fr. par jour ce que la chambre absorbe, nous ne croyons pas être au-dessus de la vérité. Certains s'en trouvent très-bien, et, en bons citoyens, ils se sont empressés d'ajourner la question d'incompatibilité. Cependant un simple vote suffirait.

Quant aux 150,000 fr. à peu près que l'on dépense par jour pour nourrir cent mille ouvriers qui, pour la plupart ont femme et enfants, on trouve cette dépense trop forte, et les susdits commis trouvent fort extraordinaire qu'ils osent se plaindre, et ils prennent toutes les précautions pour empêcher les réclamations. Ils ont porté un décret qui défend de remettre directement une pétition. Ils oublient que le peuple est souverain et qu'aucun décret ne peut avoir force de loi qu'après l'approbation de celui qui d'un souffle peut les renverser. Ils croient que, parce que le président s'est fait donner le pouvoir de convoquer la force armée, au mépris du décret, en date du 19 avril qui dit : « Le rappel ne pourra être battu dans Paris que par ordre exprès du ministre de l'intérieur ou du maire de Paris, et dans les circonstances exceptionnelles, de chaque maire d'arrondissement. » Ils croient que, parce qu'ils ont neuf cents fusils et dix mille cartouches, ils en imposeront !!

Mais ne voyez-vous pas que c'est vous qui vous mettez en révolte ouverte; car, nous vous le répétons, le véritable souverain, c'est le peuple, et lui seul a des ordres à donner. Il vous a nommés pour faire des lois qui pareront à sa misère et non pour l'opprimer.

H. DAVICT.

Nous soussignés, au nom de tous les citoyens faisant partie de la manifestation en faveur de la Pologne, nous protestons énergiquement contre toute accusation de désordre ou de mauvaise intention qu'on nous a attribués. Nous n'avions qu'un but unique pour faire comprendre aux représentants du peuple que la France entière voulait et veut qu'on aille au secours de la Pologne. Nous protestons contre le rappel qui a été battu, comme l'a fait également le citoyen Vavin, représentant du peuple, quand il est venu porter à notre connaissance l'accueil patriotique fait à nos délégués.

A. VIGY, J. CORRÈZE.

Une question à M. Emile Thomas.

Comment se fait-il que M. Emile Thomas, directeur des ateliers nationaux, ait donné l'ordre à ses subordonnés de rassembler le 15 mai, de cinq à cinq heures et demie du matin, les travailleurs nationaux du 5^e arrondissement pour les passer en revue à la barrière de Pantin, et qu'il n'ait pas paru devant la 2^e brigade de la 12^e compagnie?

G. PILON, employé buraliste, 5^e légion, 4^e service, 12^e compagnie, 2^e brigade.

ADRESSE DES TRAVAILLEURS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Le citoyen Moriot, ouvrier, a déposé à la chambre des représentants du peuple une adresse qui a reçu l'adhésion d'un grand nombre de travailleurs. Nous en extrayons les passages suivants :

« La Révolution de février a été une révolution politique et sociale. Vous allez nous donner une constitution politique, vous le pouvez : vous êtes une assemblée politique.

« Mais il nous faut une constitution sociale, et celle-là, vous n'avez ni mission ni qualité pour nous la donner : vous n'êtes pas une assemblée sociale.

« Je vois à l'Assemblée nationale des représentants de toutes les opinions, de toutes les nuances politiques; mais je n'y vois pas les représentants et les défenseurs de tous les intérêts sociaux de la France.

« Est-ce un seul petit commerçant contre cent gros négociants?

« Est-ce dix ou quinze ouvriers contre trois cents avocats ? etc., etc.

« Non, les intérêts sociaux ne sont pas représentés, et vous ne pouvez pas faire une constitution sociale : vous n'en avez ni la capacité ni l'autorité.

« La capacité ! parce que n'ayant pas étudié pratiquement tous ces intérêts, vous ne pouvez ni les connaître ni les discuter suffisamment.

« Vous n'en avez pas l'autorité, parce que vous devez vous incliner avec respect devant chaque intérêt social, et que s'il y en avait un seul, si minime fût-il, qui ne fût pas représenté ou qui le fût trop faiblement, il vous serait défendu, au nom de la justice, de prendre aucune mesure contre cet intérêt. Vous ne pouvez condamner aucun intérêt sans l'avoir entendu; autrement ce ne serait pas le juger, mais l'assassiner.

« Pour faire une bonne constitution sociale qui soit acceptée par tous les intérêts, il faut que tous les intérêts soient en présence et que chacun d'eux soit expliqué, soit discuté, soit pesé, soit

jugé en présence de tous et par tous.

« Ce n'est qu'alors que tous les intérêts seront unis au lieu d'être rivaux.

« Ce n'est qu'alors que tous les intérêts se protégeront au lieu de se combattre.

« Et ce n'est qu'alors que la fraternité, établie entre tous les intérêts, établira réellement et sincèrement la fraternité entre tous les hommes.

« Citoyens de l'Assemblée nationale,

« Vous sentez-vous assez forts pour accomplir cette œuvre immense ?

« Mettez la main sur votre conscience et répondez : Non !

« Mais si les intérêts politiques de la France, dont vous allez vous occuper, sont pressés,

« Les intérêts sociaux de tous les Français, dont vous ne pouvez vous occuper, sont pressés...

« Et je viens :

« Au nom des besoins du Peuple,

« Au nom de la justice pour tous,

« Au nom de la Révolution sociale de février,

« Je viens vous demander la convocation immédiate d'un congrès social français composé des représentants de tous les intérêts de la société française. »

L'Assemblée nationale a répondu à cette adresse en choisissant dans son sein une commission d'enquête composée de dix-huit membres... Dérision !

Une commission d'enquête ! Et pourquoi faire ? Ne savez-vous pas que le peuple souffre ? Oubliez-vous qu'il est sans travail et sans pain ? Et si vous voulez une enquête complète, si vous voulez compter toutes les misères du peuple, savez-vous bien que ce ne sont ni des semaines ni des mois, mais des années qu'il vous faut. Et comme les citoyens de l'Assemblée nationale savent très-bien qu'ils ne doivent pas siéger des années, la question sociale se trouvera escamotée...

Nous extrayons de la Presse les passages suivants :

Modérés ! que signifie, je vous prie, ce mot qui fait le fond de toutes les conversations politiques depuis deux mois ?

Presque toujours les hommes que l'on décore du nom de modérés sont des caractères indécis.

Ce qu'on devrait appeler indécision on l'appelle Modération.

Grâce à cette erreur de nom, soit que l'on renverse les trônes, soit qu'on les rétablisse, c'est toujours l'indécision qui règne et l'Inhabileté qui gouverne.

On le voit bien !

D'un homme qui a des idées et qui y tient, on dit : Il a ses idées, et cela suffit pour qu'on l'exclue.

D'un homme qui a de la fermeté dans le caractère, on dit : Il est absolu, et cela suffit pour qu'on l'écarte.

La faveur et la confiance d'une assemblée ne s'acquiert qu'en flottant à sa surface.

Le bon sens a contre lui sa pesanteur.

Être impuissant, c'est là ce qu'on appelle être modéré !

Pauvre France ! elle ressemble à ces blessés qui aiment mieux mourir de la gangrène que d'être sauvés par l'amputation, et qui n'ont qu'une peur, celle du chirurgien !

Il est un fait qui donne la mesure de ce que la France, la liberté, la civilisation doivent attendre de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale se compose de 900 membres, représentants du peuple.

A quoi songent les 900 représentants ?

Est-ce à se munir chacun d'une idée juste ?

Non.

Ils songent à se faire apporter 900 fusils.

Telle est la confiance qu'ils ont eux-mêmes dans leurs propres boules qu'il les mettent sous la protection des balles.

Une seule idée juste cependant les eût plus efficacement protégés que 900 fusils.

La force ! la force ! toujours la force !

Les députés s'appellent représentants du peuple, la Monarchie s'appelle République !

Voilà tout.

Les noms ont changé ; l'esprit est resté le même.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

L'Assemblée a adopté le décret dont la teneur suit :

Des pétitions.

Art. 1^{er}. Toutes les pétitions doivent être rédigées par écrit et signées.

Elles sont adressées au président de l'Assemblée nationale.

Elles peuvent être déposées sur le bureau par un membre de l'Assemblée.

Il est interdit de les apporter en personne à la barre.

Art. 2. Les pétitions, dans l'ordre de leur arrivée, seront inscrites sur un rôle général contenant le numéro d'ordre de la pétition, le nom du pétitionnaire et l'indication sommaire de l'objet de la demande.

Ce rôle sera imprimé et distribué à l'Assemblée.

Art. 3. Les pétitions inscrites sur le rôle sont distribuées entre les divers comités selon l'objet auquel elles se rapportent ; elles y demeurent à la disposition de tous les membres de l'Assemblée qui désirent en prendre communication.

Art. 4. Les comités seront tenus de faire connaître

que semaine un rapport au moins sur les pétitions qui leur seront respectivement parvenues.

Un feuilleton, distribué trois jours avant celui où le rapport doit être fait, indiquera le nom et le domicile du pétitionnaire, l'objet sommaire de la pétition et son numéro d'inscription au rôle général.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 12 mai 1848.

Les président et secrétaires,
BUCHÉ, PEUPIN, C. LACROSSE, PÉAN.

Déclaration des détenus politiques.

Une fête a été décrétée pour le 14 mai.

Les détenus politiques sont conviés à cette fête ;

Mais,

Attendu que le peuple meurt de faim ;

Attendu que les blessures de nos frères de Rouen saignent encore ;

Attendu que la présence des détenus politiques à la fête du 14 mai pourrait être considérée comme une adhésion à tout ce qui s'est fait politiquement et socialement depuis le 24 février ;

L'assemblée des détenus politiques, convoquée extraordinairement,

Considérant que des républicains ne peuvent se livrer à la joie lorsqu'ils portent le deuil dans leur cœur ;

Décide à l'unanimité qu'elle s'abstiendra d'assister à la fête du 14 mai.

Paris, 13 mai 1848.

Caunes, Kersausie, Rosières, Huber, Geoffroy, Pellevilain, Flotte, Biette, Dugrospré.

Membres suppléants : Bainse, Raymond.

Les ouvriers travailleurs de Belleville au citoyen Sobrier, directeur du journal la Commune de Paris.

Belleville, le 11 mai 1848.

Citoyen rédacteur,

Par la voie de votre journal, qui représente et défend les intérêts du peuple, nous venons avec énergie et de toutes nos forces (nous sommes 3,000 travailleurs) protester contre une violation manifeste de nos droits consacrés par notre belle devise : liberté, égalité, fraternité.

Comment, après soixante-seize jours de République, M. Emile Thomas ose-t-il faire revivre le temps des privilèges, des faveurs et du bon plaisir.

Nous arrivons de suite aux faits.

De nombreuses nominations aux grades de sous-lieutenants, de lieutenants, de capitaines et autres viennent de nous être ARBITRAIREMENT IMPOSÉES par M. Emile Thomas, qui seul peut expliquer l'énigme de cette inconcevable fourberie de chefs faite après nous avoir usurpé le droit d'élire nous-mêmes, comme par le passé, tous nos chefs sans exception.

Cette usurpation ne serait-elle pas un nouveau piège comme celui de la revue de tous les ouvriers qui devait avoir lieu dans le temps à Saint-Maur pour les influencer à l'approche des élections ?

En défendant notre cause, citoyen rédacteur, vous défendrez celle de tous les électeurs, de tous les travailleurs, de tous les républicains ; car nous voulons qu'on nous rende justice, à nous qui sommes presque tous gardes nationaux, à nous qui avons été à la grande revue, à nous qui avons nommé nos représentants à l'Assemblée nationale, à nous qui n'acceptons pas ce faux et injurieux prétexte que nous ne serions pas propres à faire de bons choix entre nous, puisque M. Emile Thomas savait fort bien qu'il suffisait de savoir lire, écrire lisiblement et calculer pour avoir l'aptitude nécessaire dans ces genres d'emplois.

D'ailleurs il n'ignorait pas que nous avions dans nos rangs des brigadiers, des chefs d'escouade (ci-devant chefs de division et chefs d'équipe) et des ouvriers qui réunissaient au delà toutes ces conditions.

Nous espérons qu'il suffira de la publicité donnée à notre plainte dans votre feuille pour obtenir gain de cause, ou si non, nous nous réservons tous de protester dans les collèges électoraux contre une tactique déloyale que nous désapprouvons tous comme devant influencer les électeurs, qui bientôt vont être appelés à nommer des représentants à l'Assemblée nationale.

Recevez, citoyen, etc.

Suivent les signatures.

Correspondance.

Citoyen Sobrier,

Je signe des deux mains les arrêtés faits par un comité d'agriculture et de colonisation présidé par des républicains-socialistes tels que vous. Il faut marcher résolument dans cette voie, et, au besoin, forcer la main à l'Assemblée d'avocats dont les manœuvres de la réaction ont doté notre belle et malheureuse France. Vivre en travaillant ou mourir en combattant, voilà le cri qui sortira de la poitrine de tous les hommes qui ont juré de ne plus retomber sous le joug des aristocraties parasites, de mourir républicains plutôt que de vivre Cosaques. — Si les fonds manquent et si vous faut des dévoués, appelez-moi de 4 à 6 heures du matin ou de 7 à 11 heures du soir pour aider au grand œuvre de la régénération agricole. Plus tard, comme plus tard ; si je vaud quelque chose, votre comité m'allouera un minimum de rétribution.

Tout à vous.

JUNIUS HAM,

directeur de la Satire sociale, etc.

Vous excuserez mon bavardage ; je suis à dominante d'enthousiasme, et l'on parle longuement de ce que l'on aime beaucoup.

7 avril 1848.

Paris, le 12 mai 1848.

Citoyen rédacteur,

Une lettre que vous avez insérée hier présente le citoyen Peupin comme l'un des rédacteurs de l'Atelier.

Nous comptons sur votre loyauté pour démentir ce fait.

Nous n'avons jamais été les collaborateurs, en quoi que ce soit, du citoyen Peupin.

Salut et fraternité.

Le gérant de l'Atelier,
A. PASCAL.

Au citoyen Sobrier, de la Commune de Paris.

Citoyen,

Hier, à la réunion des démocrates socialistes, où j'assistais comme président du club des Hommes lettrés, j'ai signalé un fait grave qui a soulevé dans l'assemblée une indignation générale. Permettez-moi de vous le raconter brièvement.

Depuis trois semaines, trois ou quatre cents ouvrières en linge réclament l'ouverture d'un nouvel atelier national de couture dans le 10^e arrondissement. Depuis trois semaines, on les promène de la mairie à l'hôtel de ville, de l'hôtel de ville à l'Assemblée nationale, de celle-ci au ministère des travaux publics et de ce ministère à la mairie, où l'on a fini enfin par leur promettre de s'occuper de leur demande.

Mercredi dernier, les déléguées des ouvrières se présentent de nouveau pour obtenir l'exécution de cette promesse. L'adjoint du maire leur répond avec un incroyable aplomb qu'on n'a pu trouver qu'une salle pour douze personnes. A cette réponse, qui prouvait tout le mauvais vouloir de l'administration, une des déléguées demande à être mise en rapport avec un des hommes chargés de ce service, s'engageant, elle, à trouver un local propre à contenir au moins trois cents personnes. L'adjoint, furieux, le se voir serré de si près, déclare qu'il n'a d'ordre à recevoir de personne, et sur l'observation de la déléguée qu'elle ne donne pas d'ordre, mais qu'elle est dans son droit, il s'écrie d'un ton d'indécence irritation : « Qu'on jette cette femme à la porte !... » En même temps il désigne plusieurs hommes pour exécuter son ordre.

Ces hommes, au nombre de quatre ou cinq, s'élancent sur la déléguée avec une brutalité digne des sbires de Louis-Philippe. En vain celle-ci supplie qu'on la laisse sortir seule et qu'on ne la saisisse pas comme une voleuse. Elle est entraînée avec violence et jetée par terre hors de la porte ; oui, citoyen, PAR TERRE.

Voilà comment nos nouveaux pachas entendent l'organisation du travail.

J'espère, citoyen, que ce fait vous paraîtra assez grave pour mériter la publicité de votre feuille populaire. Je le prends sous ma responsabilité, et je le signe.

Salut et fraternité.

P.-EMILE LAVIRON,

président du club des Hommes lettrés.

Paris, le 15 mai 1848.

Au comité d'agriculture et de colonisation.

C'est par l'agriculture qu'ont vécu toutes les générations qui nous ont précédés ; c'est directement sur elle que repose notre existence.

L'engrais le plus actif, le plus fertilisant qui soit connu jusqu'à ce jour, par les expériences et les recherches des praticiens et chimistes agricoles, est l'engrais urinaire.

Je le mets à la disposition du comité sous la dénomination d'engrais azoté par l'urine solidifiée.

Un membre du comité, ARMAND JOUANIN, agriculteur pratique (Cher).

Citoyen rédacteur,

Malgré l'avis officieux du maire de Paris, inséré au Moniteur du 6 mai, et par lequel les propriétaires sont invités, au nom de l'ordre et de la fraternité, à surseoir à toutes poursuites contre leurs locataires commerçants qui n'ont pas payé le terme d'avril dernier, des saisies ont été faites dans plusieurs quartiers sur des ordonnances de référé. Un nombre considérable de commandements, assignations, etc., sont entre les mains du bureau du Club réformiste des commerçants-locataires. Ils se proposent de les porter demain à la fête populaire, comme le signe de fraternité le plus caractéristique du moment. Ce ne sera pas le produit le moins véridique de la bonne ville de Paris.

Salut et fraternité.

L. LE BRUN,

secrétaire du Club réformiste des commerçants-locataires, rue Saint-Marc-Feydeau.

Citoyen Sobrier,

Je proteste de toute mon énergie contre la dictature exorbitante donnée par l'Assemblée nationale à son président, celle de pouvoir à son gré, s'il croit avoir peur, faire battre le rappel dans tout Paris, la banlieue, etc. En présence d'une telle monstruosité, la Commission exécutive et le ministère sont nuls. On ne doit pas en tolérer l'existence.

Veillez, citoyen, inviter l'Assemblée à recti-

fiar une erreur dont les conséquences sont tous-
jours déplorables.

Pour mon compte, et en vrai républicain, je
n'obéirai jamais à une semblable dictature.
Salut et fraternité.

PIONNIER.

Champs-Élysées, 15 mai.

Citoyen rédacteur,

J'ai toujours été d'avis que les hautes fonc-
tions de représentant du peuple étaient incompati-
bles avec toute autre fonction.

Appelé presque en même temps à l'honneur
de commander une légion de la garde nationale
de Paris et à l'honneur de représenter le peuple
à l'Assemblée nationale, j'aurais opté pour le
mandat de représentant si les manœuvres des
contre-révolutionnaires ne me faisaient un de-
voir de rester au poste que les bons citoyens de la
12^e légion m'ont confié. Je ne puis céder à des
intrigues de parti, et j'attends la décision de l'As-
semblée sur la question des incompatibilités.

Salut et fraternité.

A. BARBÈS.

Citoyen Sobrier,

La patrie était-elle en danger?... L'Assemblée
nationale était-elle menacée, pour qu'aujourd'hui
une partie de la population parisienne ait été ef-
frayée par un rappel précipité?... Ne sera-t-il donc
plus permis, deux mois et demi après la Révo-
lution de février, d'aller paisiblement présenter
une pétition en faveur de l'héroïque Pologne
sans que les *intelligentes baionnettes* de la garde
nationale s'émouvent outre mesure?... Il fallait
voir de quel air martial cette brave 1^{re} légion
marchait contre une émeute qui n'existait nulle
part; quelle unanime résolution d'en finir avec la
canaille animait ces braves gens!... Malheureuse
France, que te prépare l'avenir, si déjà la réac-
tion se montre en armes dans la rue!... Ne pen-
sez-vous pas, citoyen rédacteur, qu'il appartienne
à la *Commune de Paris*, véritable écho de la dé-
mocratie, de prendre l'initiative pour demander
que le ministre de l'intérieur, sur des interpellations
faites à la tribune, fasse connaître le chef
qui a commandé le rappel et le fasse punir pour
ce fait inqualifiable.

Salut et fraternité.

L. S. A.,

un de vos lecteurs assidus.

Paris, ce 15 mai 1848.

Monsieur le rédacteur,

J'ai envoyé vers le milieu du mois de mars
dernier à M. Louis Blanc, siégeant au Luxem-
bourg, une relique de notre première révolution,
qui est un calendrier des années 1795-1794, avec
le type du drapeau tricolore bien conservé. Je
l'envoyais pour servir de modèle, avec un dessin
modèle expliquant le symbole des couleurs,
croyant le bien renseigner; mais il ne l'est
pas encore. Tous les gardes nationaux en portent
la preuve à leur schako. J'avais joint à mon ca-
lendrier un acte qui m'était utile, afin qu'on
ne puisse pas faire autrement de me le renvoyer;
malgré tout cela, j'ai réclamé trois fois par écrit,
après avoir été le demander moi-même trois fois
sans pouvoir rien obtenir, pas même l'espérance
de l'avoir. Ce qui me fait penser que Louis Blanc
n'est pas un vrai républicain, car il m'aurait ré-
pondu.

Je prie M. le rédacteur de lui faire cette récla-
mation par la voie de son journal.

Salut et fraternité.

BERAULT,
trois fois breveté, trois fois républicain.
rue des Poissonniers, 51, à Montmartre.

Nous nous faisons un plaisir d'insérer la lettre
ci-après que nous adresse un citoyen recomman-
dable au sujet de l'attaque personnelle dont a été
l'objet notre ami Etienne Arago, qui a donné
tant de preuves de dévouement à notre sainte
cause.

« Paris, le 15 mai 1848.

« Citoyen rédacteur,

« Quand un homme politique, dont la considé-
ration importe à la cause républicaine, est calom-
nié et atteint dans son honneur, il est du devoir
de ses amis et de tout bon citoyen de dire ce
qu'ils savent, et de le défendre par des faits et
par la vérité.

« Quand Etienne Arago a fait faillite, il y a dix
ans environ, comme directeur du Vaudeville en
société avec d'autres, et à la suite de l'incendie
de ce théâtre, il subissait des dettes qui, en très-
grande partie, n'étaient pas les siennes.

« Lui seul cependant en a supporté tout le
poids.

« Sans contracter aucune dette personnelle, il
avait employé plus de 60,000 francs (les livres
du théâtre en font foi) sur la part des produits
de l'exploitation à des œuvres politiques, phi-
lanthropiques et républicaines.

« J'ai vu depuis Etienne Arago, ayant quittan-
ce par la loi, homme de lettres, feuilletoniste,
ne pouvant certes pas prévoir qu'il serait repré-
sentant du peuple dix ans après, n'ayant à une
réhabilitation d'autre intérêt que celui de sa
conscience, travailler sans relâche à cette réha-
bilitation, engager pour cela les deux tiers de
ses droits d'auteur, de sa collaboration à la Ré-
forme.

« J'ai pendant dix ans suivi les progrès de cette
œuvre de probité. Elle est un titre d'honneur
pour lui. Il faut presque se féliciter d'une asser-
tion qui contraindrait ses amis à révéler des faits
qu'ils auraient eu pour lui la modestie de taire,

comme il les taisait lui-même.

« Salut et fraternité.

« Henri NOUGUIER,

avocat au conseil d'Etat et à la cour de
cassation. »

Aux citoyens Louis Blanc et Albert.

Citoyens,

Les ouvriers en instruments d'optique, physi-
que, mathématique et de précision, ont reconnu
en vous les vrais amis du peuple, les vrais défen-
seurs de ceux qui souffrent, les vrais représen-
tants des producteurs.

Votre dévouement pour nous nous fait un de-
voir de vous marquer notre reconnaissance, et
nous ne pouvons faire mieux pour vous la prou-
ver que de vous déclarer que nous nous associons
à vos principes et que nous sommes avec vous
pour en poursuivre l'accomplissement malgré
tous les obstacles possibles.

Salut et fraternité.

Mangart, président; Beyt, vice-
président; Loret, délégué;
Poussot, Auger, secrétaires.

SITUATION DE LA BANQUE DE FRANCE AU 11 MAI 1848,
AU SOIR.

Actif.

Argent monnayé et lingots.	Fr.	57,594,355	95
Numéraire dans les succursales.		34,457,097	»
Effets arriérés à recouvrer.		18,405,671	58
Portefeuille de Paris, dont			
50,659,699 fr. 99 c. proven-			
nant des succursales.		158,745,053	14
Portefeuille des succursales, effets			
sur place, etc.		82,968,949	27
Avances sur lingots et monnaies.		6,991,200	»
Avances sur effets publics fran-			
çais.		10,344,982	90
Dû par les comptoirs pour leurs			
billets en circulation.		14,470,000	»
Rentes de la réserve.		10,000,000	»
Rentes, fonds disponibles.		11,660,197	89
Hôtel et mobilier de la Banque.		4,000,000	»
Intérêt dans le comptoir d'Alger.		1,000,000	»
Intérêt dans le comptoir national			
d'escompte.		200,000	»
Effets en souffrance ou à rembour-			
ser.		25,747,635	15
Dépenses d'administration.		541,836	51
Divers.		515,191	18
Avance à l'État sur les bons du			
trésor de la République.		50,000,000	»
		487,416,206	55

Passif.

Capital.		67,900,000	»
Réserve.		10,000,000	»
Réserve immobilière.		4,000,000	»
Billets au porteur en circulation.		297,426,800	»
— des succursales.		14,470,000	»
— à ordre.		1,425,125	30
Compte courant du Trésor, cré-			
diteur.		15,292,057	38
Comptes courants divers.		69,926,538	5
Récépissés payables à vue.		1,653,500	»
Récomptes du dernier semes-			
tre.		728,692	37
Dividendes à payer.		209,520	25
Escomptes, intérêts divers et dé-			
penses précomptées.		5,451,228	87
Comptoir d'Alger, somme non			
encore employée en bons du			
Trésor.		1,106,925	69
Traites des succursales à payer.		1,571,728	61
Divers.		256,295	85
		487,416,206	55

Certifié,

Le gouverneur de la Banque de France,
D'ARGOUT.

Suivant le dernier compte rendu, la situation
de la Banque de France se trouve en déficit.

Notre ami V. Schœlcher a donné avant-hier sa
démission de sous-secrétaire d'Etat au ministère
de la marine et des colonies.

La *Gazette des Affaires*, après avoir reproduit
la note qui nous avait été communiquée sur le
citoyen Suau de Varennes, ajoute :

« Nous ne pouvons croire que le sieur Suau
dit de Varennes, dont les antécédents industriels
nous sont bien connus, ait été appelé à d'aussi é-
minentes fonctions. Ce serait trop scandaleux,
quelques nominations de ce genre suffiraient pour
que l'on dit, en souvenir de la corruption du der-
nier règne : il n'y a rien de changé en France, il
n'y a qu'une famille de moins. Nous nous borne-
rons à dire pour aujourd'hui qu'il a été en 1838
directeur d'une tontine qui portait le titre de
Banque des Familles et dont le siège était situé
boulevard Saint-Denis. Cela doit suffire pour
mettre sur la voie d'un passé qui ne justifie en
rien la faveur dont il vient d'être l'objet. Au res-
te, nous fournirons à qui le désirera les rensei-
gnements les plus précis sur les antécédents in-
dustriels du sieur Suau de Varennes.

On sait que les fonds des caisses d'épargne
avaient été employés par l'ancien gouvernement
et remplacés par des actions industrielles et par
une somme relativement modique en espèces. La
différence entre les valeurs réalisables et la va-
leur réelle était plus de 50 p. 100. On sait aussi

que c'est ce qui a décidé le ministre des finances
à céder à une impérieuse nécessité en limitant
les remboursements des caisses d'épargne à un
premier paiement en espèces de 100 francs. Mais
on annonce qu'il a été pris des mesures pour at-
ténuer l'effet d'un délai indispensable et que
bientôt les déposants auront lieu d'être satisfaits.
(*Gazette des affaires*.)

Compte rendu des Clubs.

CLUB DU SALUT DU PEUPLE.

Paris, 5 mai 1848.

Citoyens représentants,

Considérant que la force d'une République con-
siste tout entière dans la vertu et le bien-être des
citoyens;

Que le peuple a montré qu'il était magnanime;
mais que les ateliers nationaux ruinent l'Etat sans
procurer le bien-être aux ouvriers;

Considérant que la prospérité d'un Etat tient à
un système bien combiné des finances et du tra-
vail;

Qu'en attendant la solution de ce problème, et
pour en rendre l'application plus facile, il est in-
dispensable que la plus stricte économie règne
dans toutes les branches de service;

Demande, le club du Salut du peuple :

La Constituante étant le plus haut pouvoir de
l'Etat, nulle rétribution ne doit être supérieure à
celle des représentants. Elle doit servir de point
de départ pour diminuer tous les appointements,
sauf à accorder des frais de représentation dans
des circonstances exceptionnelles.

Le cumul des places, étant en contradiction
avec l'égalité, la fraternité et la moralité, doit
être immédiatement et à jamais interdit.

Tout abus exigeant une réforme, le contrôle le
plus rigoureux doit être exercé dans les ateliers
nationaux pour utiliser les travaux, surveiller le
personnel, proportionner les salaires et réguli-
ser la répartition des secours.

Ces mesures étant toutes éminemment natio-
nales, le club du Salut du peuple attend justice
de ses représentants.

Le président du club du Salut du peuple,
MATHURIN ROUSSEAU.

Au citoyen Barbès, colonel de la 12^e légion de la
garde nationale.

Citoyen,

Le club du Deux-Mars proteste énergique-
ment, au nom de la démocratie, contre les ou-
trages que vous ont prodigués quelques officiers
inconnus.

Les hommes probes sont toujours attaqués
par la calomnie, et malgré tout le mépris qu'une
arme pareille inspire aux cœurs honnêtes, nous
sommes heureux de vous faire connaître une dé-
cision par laquelle le club du Deux-Mars flétrit
ceux qui cherchent à incriminer vos sentiments,
et vous assure que vous avez parmi les membres
qui le composent de sincères et nombreuses
sympathies.

Cette décision a été prise à l'unanimité.

DAUZON, président.

J. PREYAT, secrétaire.

Paris, le 10 mai 1848.

CLUB DE L'ÉGALITÉ ET DE LA FRATERNITÉ.

Séance du 11 mai. — Le club a adopté dans
cette séance trois propositions importantes :

1^{re} Une adresse au citoyen Louis Blanc pour
l'assurer de la sympathie et du dévouement des
membres du club;

2^{re} Une adresse au citoyen Armand Barbès
pour lui certifier qu'une grande partie de la
12^e légion, la majorité même, composée de tra-
vailleurs, s'honore de l'avoir nommé son colo-
nel et l'engage à mépriser toutes les calomnies
et toutes les protestations anonymes dont on
l'accable depuis quelques jours, et surtout à
refuser toute espèce de provocations avec les
duellistes qui voudraient renouveler les scènes
d'Armand Carrel et de Dulong.

3^{re} Et enfin une protestation contre les paroles
du sieur Peupin, représentant du peuple, et que
les journaux sont priés de produire :

« Attendu que le sieur Peupin, ex-ouvrier hor-
loger, a pris la parole dans la séance du 10 mai
pour combattre les intérêts de ceux qu'il appelle
ses collègues — les ouvriers; — attendu que
ceux d'entre les représentants qui n'ont pas une
très-grande sympathie pour la classe des prolé-
taires ont applaudi énergiquement les paroles
anti-populaires du sieur Peupin;

« Le club de l'Égalité et de la Fraternité, com-
posé de travailleurs, désavoue hautement le dis-
cours du sieur Peupin à la chambre des Représen-
tants et déclare qu'il ne le regarde nulle-
ment comme le représentant de la classe ou-
vrière. »

Le secrétaire général Alfred MONBRIAL.

Le club de l'Unité démocratique, 12 bis, rue
Blanche, ayant décidé, de concert avec les délé-
gués de plusieurs clubs, que des manifestations
énergiques du peuple souverain en faveur de la
sainte cause de la Pologne et de sa complète in-
dépendance étaient nécessaires et urgentes, invi-
tent tous les clubs et toutes les corporations d'ou-
vriers à envoyer des délégués à sa séance de sa-
medi 15 mai. Dans cette réunion, on doit arrê-
ter la marche à suivre. La séance commencera à
8 heures du soir.

Dans sa séance du 11 mai, le club a entendu
un Polonais arrivant de Posen et ayant combattu
contre le tyran prussien sous les ordres de Mie-

roslawski. Une lettre Mieroslawski, lue à la
séance, fait voir que le héros polonais et ses no-
bles compagnons désespèrent du salut de la Polo-
gne si la France ne se met entre elle et ses op-
presseurs.

Le président, d'ALTHON-SHÉE.

AVIS.

GRANDE LOGE NATIONALE DE FRANCE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

APPEL AUX FRANCS-MAÇONS

De toutes les loges, sans distinction de rites ni
d'obédiences, en France.

La seconde séance aura lieu le lundi 29 mai,
au local de la rue de Grenelle-Saint-Honoré, 45,
à six heures très-précises du soir.

BARBIER (Jules), président.

DUTILLEUL, secrétaire.

Étranger.

ESPAGNE.

Madrid, 9 mai. — Une levée de boucliers de
trois cents hommes, opérée d'intelligence avec
quelques soldats, voilà la base d'opération du
grand complot de Madrid, d'après la correspon-
dances ministérielles elle-même.

C'est encore un guet-apens.

Nous citons :

« Le conseil de guerre est déjà en permanence;
on parle de châtiments sévères qui recevraient
leur exécution avant la fin du jour. Le gouver-
nement et les autorités s'occupent d'arracher dé-
finitivement les racines de la révolution et de l'a-
narchie. »

Nous reconnaissons les royalistes à leur langa-
ge et à leurs actes.

ITALIE.

Rome, 10 mai. — Le pape a fait la déclaration
suivante :

1^{re} Aucun prêtre, quel qu'il soit, aux emplois
publics.

2^{re} Déclaration formelle de guerre.

3^{re} Pie IX à la tête de son gouvernement.

4^{re} Bulletin officiel et quotidien de la grande
armée.

5^{re} Invitation à la jeunesse de s'armer et de
partir immédiatement pour chasser les barbares
de l'Italie.

C'est l'influence du ministre de l'intérieur,
Maniani, qui a le plus puissamment contribué à
vaincre l'obstination du pape.

(*Courrier de Marseille*.)

POLOGNE.

Posen, 8 mai. — Une émeute a éclaté à Var-
sovie.

— L'armement du pays, provoqué par Miero-
lawski, est maintenant général. Tous les hom-
mes capables de porter les armes sont sur pied.

— Dans le dernier engagement avec le gé-
néral de Hirschfeld, à Wreschen, le 2 de ce mois,
les Polonais se sont battus avec un véritable mé-
pris de la mort. Quoiqu'ils eussent en face d'eux
quatre canons qui ne cessaient de vomir la mi-
traille, et même des grenades contenant 150 bal-
les, ce qui faisait d'énormes trouées dans leurs
rangs, ils les refermaient immédiatement et ne
cessaient d'avancer sous une grêle de balles; ils
ont mis en déroute la colonne de Hirschfeld. Il
est tombé dans ce combat environ 800 Polonais,
dont 460 sont morts.

Le gouvernement prussien vient encore d'en-
voyer un renfort de 10,000 hommes contre les
Polonais et le 8^e régiment. 20,000 hommes de
gardes nationales vont aussi être dirigés sur Po-
sen.

Faits divers.

Le prix du blé n'a peut-être jamais été aussi
bas en France qu'il l'est en ce moment. Le cours
actuel est d'environ 20 p. 100 au-dessous du prix
moyen habituel en France, qu'on évalue à 19 fr.
Après une année de cherté et une autre de diset-
te, un pareil bon marché était inespéré, car il est
sans exemple dans le passé. L'année, en outre,
s'annonce sous les plus favorables auspices.

— On assure que les locaux publics concédés
aux différents clubs vont leur être retirés, et que
les sociétés auront désormais à louer à leurs
frais les lieux qu'ils consacreront à leurs séan-
ces.

— Depuis quinze jours il arrive, par le che-
min de fer du Nord, des pièces de canon en assez
grand nombre. Que diable le Gouvernement ré-
publicain veut-il faire de cela? Est-ce pour tirer
sur la garde nationale?

(*Le Représentant du Peuple*.)

— On emballe tous les jours à Vincennes des
armes, des casques, des cuirasses, des lances, des
objets d'art, de curiosité, de luxe, de consom-
mation, à l'adresse de Sa Majesté la reine des
Belges. — Une caisse, entre autres, a été adressée
à la susdite Majesté, il y a trois jours, pour la
réexpédition en être faite à S. A. R. d'Aumale.

D'autres caisses ont été expédiées du même
lieu à Sa Majesté (toujours régnante) Louis-Phi-
lippe elle-même.

A-t-on liquidé les 22 millions que doit la dy-
nastie déchue? — A-t-on payé pour elle toutes
ses notes de tailleur, marbrier, modiste, fournis-
seurs? — Et les coupes sombres?... (Id.)

Le directeur gérant : SOBRIER.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.